

**ARRÊTÉ N°PREF-SAPPI-BE-2022-0489
du 21 novembre 2022
portant autorisation d'occupation temporaire des sols concernant le site anciennement
exploité par la société ACIER POLI sur le territoire de la commune de
SAINT-JULIEN-DU-SAULT**

Le préfet de l'Yonne

VU le Code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L.171-8 et L.511-1 ;

VU le Code de justice administrative et notamment son article R.532-1 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n°65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral N°PREF-SAPPI-BE-2022-0488 du 21 novembre 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site anciennement exploité par la société ACIER POLI, située sur le territoire de la commune de Saint-Julien-du-Sault et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME),

VU le plan annexé au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les procédures engagées à l'encontre du responsable du site n'ont jusqu'alors pas permis d'aboutir à la mise en sécurité complète du site ;

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT les délais nécessaires à la réalisation des travaux par l'ADEME ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Les représentants de l'ADEME, ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, sont autorisés, pour une durée de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, et sous réserve du droit des tiers, à intervenir sur les terrains appartenant aux personnes dont les noms figurent en annexe 1 du présent arrêté, afin de procéder aux travaux visés par l'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office susvisé. Un plan parcellaire désignant les terrains à occuper est joint en annexe 2 au présent arrêté.

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

ARTICLE 2 :

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux prescrits à l'ADEME par l'arrêté préfectoral d'exécution de travaux d'office susvisé.

ARTICLE 3 :

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence du propriétaire des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME et/ou des entreprises mandatées par cet organisme.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le Tribunal administratif de Dijon.

ARTICLE 4

Chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1er ci-dessus, à la diligence du maire de Saint-Julien-du-Sault qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de l'ADEME.

Il sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.

ARTICLE 7

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Dijon (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

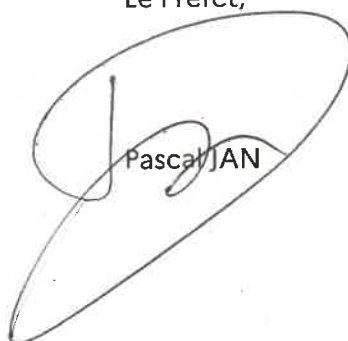
ARTICLE 8 - EXÉCUTION ET DIFFUSION

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Yonne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté et Monsieur le Maire de Saint-Julien-du-Sault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ADEME ainsi qu'à Maître François CARLO et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Sens,
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Madame la Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à AUXERRE, le 21 NOV. 2022

Le Préfet,



Pascal JAN

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral d'occupation temporaire des sols

Commune de Saint-Julien-du-Sault

Section AE : parcelle n°0583 : propriété de la société ACIER POLI

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral d'occupation temporaire des sols

Commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT - Plan parcellaire - Section AE

